

Lutte de classe

A bas l'exploitation capitaliste !

L'épreuve de force dans laquelle sont engagés les lycéens, les étudiants et les travailleurs contre le CNE-CPE-LMD met en lumière un peu plus chaque jour les intérêts totalement antinomiques entre les différentes classes qui composent la société sous domination capitaliste.

Notre devoir est d'aider le prolétariat et sa jeunesse à en prendre pleinement conscience et à s'organiser pour mettre un terme aux institutions réactionnaires de la Ve République, à la propriété privée des moyens de production...

Il s'agit bien d'un combat classe contre classe, ce qui rend contredit l'existence d'un *intérêt général* qui n'existe pas et qui ne pourra jamais exister tant que la société sera divisée en classes sociales, parce que leurs intérêts sont fondamentalement opposés et totalement inconciliables, tel est l'un des enseignements essentiels des mouvements en cours en France, en Équateur, en Bolivie, en Corée du Sud, en Thaïlande, etc.

Aucun compromis ou consensus, aucune conciliation ou concertation n'est possible entre la bourgeoisie, le prolétariat et ses organisations.

Le capitalisme apparaît de jour en jour comme une véritable dictature d'une classe de privilégiés, de nantis, ultra minoritaires dans la société, qui impose ses règles aux classes exploitées, l'immense majorité de la population, les travailleurs des villes et des campagnes, manuels et intellectuels.

Le capitalisme apparaît ainsi au grand jour pour ce qu'il est vraiment : un instrument de domination de classe de la minorité sur la majorité, un instrument d'exploitation de classe de la minorité sur la majorité, un instrument d'oppression et de répression de classe de la minorité sur la majorité.

La société tout entière toutes classes confondues devrait se plier aux exigences et aux besoins d'une minorité guidée par le seul profit, le fric.

Les idées dominantes étant les idées de la classe dominante, y compris au niveau économique, dès lors, tous les capitalistes doivent prendre pour référence le capitalisme le plus développé et donc le plus puissant, l'impérialisme américain, qui dicte les règles du jeu à l'ensemble du monde, qui impose sa loi aux États, quand il ne les démantèle pas (Yougoslavie, Somalie, etc.) ...

La soumission au modèle économique et politique de l'impérialisme américain est une nécessité impérieuse pour les capitalistes qui veulent tenter de survivre, sans aucune garantie, mais ils n'ont pas d'autre alternative, tant les économies sont devenues interdépendantes...

La pérennité et la survie du système économique capitaliste met à l'ordre du jour au niveau mondial, la liquidation de tous les droits collectifs économiques, sociaux et politiques des travailleurs et de sa jeunesse quand ils existent.

L'individualisation des droits se traduit dans la réalité par l'instauration d'une dictature de plus en plus féroce du capital contre le travail. On pourrait ajouter que l'individualisation des droits se traduit par une situation où la multitude est en réalité privée de tout droit.

Le pouvoir économique en guise de droits ne peut qu'étendre dans tous les domaines la barbarie au niveau mondial.

Le recherche du profit dicte sa loi à l'ensemble de la société, mais seule une infime minorité de privilégiés en profite.

Les droits les plus élémentaires sont bafoués ou livrés à la loi du marché, seul comptent désormais les critères de rentabilité économique maximum pour un coût social minimum.

La marchandisation des droits sociaux élémentaires conduit à un État de non-droit, à la dictature du plus riche et du plus puissant, sur le plus pauvre et le plus faible. Logique dans ces conditions-là que l'arsenal répressif se renforce partout dans le monde, je pense particulièrement à l'adoption par les gouvernements français, britannique et russe de lois dites antiterroristes, mais qui en réalité serviront à réprimer les mouvements révolutionnaires le moment venu, sans oublier les États-Unis où le congrès vient de reconduire le Patriot Act, véritable arme de guerre contre les travailleurs américains et leurs organisations, et qui a déjà servi pour briser une grève des dockers engagés pour soutenir le peuple irakien contre l'occupation.

Le droit du travail, le droit à l'éducation, à la santé, au logement, à la culture, l'accès aux moyens de transport, de communication, à l'eau, à l'électricité, tous nos droits sont bafoués, amputés, liquidés, voués à la marchandisation, à la concurrence effrénée, à la rapacité du marché, au capitalisme financier, au régime totalitaire d'une poignée d'actionnaires au sein des multinationales.

Toutes les institutions internationales, FMI, Banque mondiale, ONU, UNESCO, OCDE, OIT, Union européenne, etc. sont exclusivement au service du capital financier et des multinationales, sans oublier les ONG et les églises qui remplissent le rôle inique des missionnaires aux siècles précédents en leur préparant le terrain...

Au niveau des droits sociaux et démocratiques, la référence du capitalisme mondial, ce sont les États où les droits et les services publics n'existent pas ou sont réduits au strict minimum. Le moins social, l'exploitation effrénée, illimitée, voilà la règle que le capitalisme mondial veut imposer à tous les peuples.

Il faut le dire : Le salariat, c'est l'esclavagisme des temps modernes, une dictature de classe insupportable qu'il faut abolir.

Nos chaînes, le système capitaliste les forge quotidiennement avec l'aide des médias et de la plupart des intellectuels, mais notre ignorance des rapports sociaux d'exploitation en sont les meilleurs garants.

L'individualisation du contrat de travail, c'est certes la destruction du Code du travail, mais c'est surtout la négation de la lutte des classes, une tentative sans précédent d'empêcher le prolétariat d'exister en tant que classe, de résister et de pouvoir s'organiser pour défendre ou acquérir des droits.

Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi maintenant ? Vaste question à laquelle on ne peut pas répondre en quelques lignes. Mais tentons un début d'explication.

C'est l'incapacité de la classe ouvrière d'accomplir sa mission historique, de prendre le pouvoir et de liquider la société divisée en classes, qui est à l'origine de la survie du capitalisme. La lutte de classe demeure le moteur de l'histoire, du développement de la civilisation humaine. Le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même, seule une révolution sociale en viendra à bout.

Si le prolétariat n'a pas été capable jusqu'à présent de prendre le pouvoir, ce n'est pas faute de détermination ou d'avoir essayé, c'est d'une part, à cause de son incompréhension de la situation politique, en d'autres termes, la faiblesse de sa conscience politique, et d'autre part, à cause de son incapacité à se doter d'une direction politique, d'un parti révolutionnaire et d'une Internationale, les deux étant liés, trahis à chaque étape de la lutte de classe par les partis se réclamant du mouvement ouvrier, y compris ceux qui se réclament du trotskysme, et qui portent l'entière responsabilité du désarmement politique des travailleurs et de la situation dramatique qu'ils doivent affronter quotidiennement.

Pour revenir au combat en cours contre le CNE-CPE.

Dans un article du *Monde* du 21 novembre 2005 consacré à la sortie du livre d'Eric Maurin (directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), *Le Ghetto français* (La République des idées/Le Seuil), on pouvait lire qu'« En mai 1981, le Parti socialiste rassemblait 74 % du vote ouvrier ; en avril 2002, il n'en captait plus que 13 % . »

Selon un sondage LH2 publié cette semaine par *Libération* « 71% (des Français) estiment que c'est une crise sociale profonde qui peut prendre de l'ampleur au cours des semaines à venir. »

En reliant ces chiffres à ceux du référendum du 29 mai 2005 lors duquel entre 60 et 70% des travailleurs des villes et des campagnes ont voté contre la politique menée par le gouvernement, contre l'Union européenne, on ne peut plus faire comme si nous n'assistions pas à un mûrissement de la conscience politique des travailleurs. Les travailleurs tirent logiquement les enseignements de leurs expériences de la lutte des classes.

Tout cela pour dire que les travailleurs ne sont pas des crétins ou de vulgaires individualistes, et qu'ils résistent sans se laisser aller au désespoir. Bien qu'ils aient subi de lourdes défaites depuis trois ans, leur détermination au combat demeure intacte, ce que nous prouve la mobilisation des dernières semaines dans tout le pays.

Pour concrétiser la volonté du prolétariat et de sa jeunesse d'en finir avec la politique mise en œuvre par tous les gouvernements depuis 1981, compte tenu qu'ils rejettent clairement et massivement toute forme de compromis avec la bourgeoisie et ses représentants, c'est-à-dire, le gouvernement Chirac-de Villepin et le PS, il faut leur proposer des mots d'ordre et une perspective politique dont ils peuvent se saisir.

De ce point de vue, le Parti des travailleurs paraît de plus en plus isolé et désorienté avec son mot d'ordre coupé des masses de *rupture avec l'Union européenne*. La rupture avec l'Union européenne sans rupture préalable avec le capitalisme revient à entretenir des illusions dans la capacité du capitalisme à se réformer. Dans l'éditorial d'*Informations ouvrières* du 23 mars, Gluckstein oppose le mot d'ordre de grève générale interprofessionnelle à celui de grève générale jusqu'à satisfaction, emboîtant le pas à Thibault et Mailly qui ne veulent pas entendre parler de grève générale jusqu'à satisfaction (voir infos en bref du 22 mars sur le site lutte de classe).

Répetons-le encore une fois : Les conditions politiques sont très favorables au regroupement d'une véritable avant-garde, à la construction d'un parti révolutionnaire mettant à l'ordre du jour le contrôle de la production et de la distribution par les travailleurs eux-mêmes, l'expropriation des patrons et l'abolition de la propriété privée des moyens de production synonyme de toutes les inégalités et injustices.

Au moment où le prolétariat se dresse contre le pouvoir, contre le gouvernement, pour aller de l'avant, vers le socialisme, il faut impérativement relier les revendications actuelles au programme de la révolution prolétarienne.

L'inflexibilité du gouvernement, son acharnement à s'en prendre systématiquement à toutes nos conquêtes sociales et démocratiques ne pose-t-il pas la question du régime et de l'État, de la représentation politique des travailleurs, de la société dans laquelle nous voulons vivre débarrassée des inégalités et des injustices de classe ?